

FÉMINISME-ANTIFÉMINISME : LA LIGNE DE PARTAGE

Françoise Picq

La Découverte | *Travail, genre et sociétés*

2014/2 - n° 32
pages 145 à 150

ISSN 1294-6303

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2014-2-page-145.htm>

Pour citer cet article :

Picq Françoise, « Féminisme-antiféminisme : la ligne de partage »,
Travail, genre et sociétés, 2014/2 n° 32, p. 145-150. DOI : 10.3917/tgs.032.0145

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Françoise Picq

Féminisme-antiféminisme : la ligne de partage

Le féminisme aurait-il gagné en France ? Serait-il devenu constitutif de la République au point de tracer une ligne de démarcation entre celle-ci et les populations qui n'y adhèrent pas ? Comme la laïcité, longtemps pomme de discorde et désormais inscrite dans la Constitution et défendue farouchement comme un bien national. C'est un point de vue qui a pu être soutenu ; mais il repose sur une vision fantasmatique d'une France unie autour des grands principes qu'elle a apportés au monde entier. La France des Lumières, des Droits de l'Homme, aurait fini par intégrer ce qui découle nécessairement de ceux-ci, comme le proclamaient déjà Condorcet ou Olympe de Gouges. Il ne peut y avoir d'universalisme ni de République tant que les Droits de l'Homme ne sont pas aussi ceux des femmes. Liberté, Égalité, Fraternité : c'est la devise que l'École de la République transmet à tous les enfants de notre beau pays ; un idéal pour lequel tant d'amoureux de la liberté, persécutés dans leur pays, espèrent y trouver asile.

Cette belle histoire dessine un horizon et mobilise des énergies. Mais la réalité, bien sûr, est tout autre. La France n'est pas unie autour de ce modèle ; elle est, comme le plus souvent, divisée, coupée en deux. L'histoire de France, on le sait, n'est pas un long fleuve tranquille, mais une succession de crises toujours violentes, souvent sanglantes, qui ont divisé la nation et la société : guerres de religion, révolutions successives, luttes autour du régime : monarchie ou république, de la laïcité, de la question sociale... Ce modèle, dans lequel le féminisme lui-même s'inscrit¹ marque encore profondément la vie politique. C'est une des dimensions de « l'exception française ». Or il semble bien qu'un des clivages d'aujourd'hui s'organise autour du féminisme, c'est-à-dire d'un partage entre deux représentations antagonistes de la place des femmes dans la société, dans la famille, et de la différence des sexes.

On aurait pu croire que le féminisme avait gagné, il y a peu de temps, à entendre les politiques de tous bords se réclamer de l'égalité entre les femmes et les hommes et s'afficher comme ses meilleurs défenseurs. L'identité nationale était proclamée au nom de la liberté des femmes masquant ainsi des raisons moins avouables d'exclure des populations qui suivaient d'autres modèles². La majorité d'alors faisait voter une loi contre le voile intégral et accusait de communautarisme une gauche hésitante. En 2011, l'Union pour un mouvement populaire (UMP) se proposait de sensibiliser aux « questions de genre »

¹ Sur les particularités du Mouvement de libération des femmes (MLF), voir Françoise Picq, 1991, « Un féminisme hexagonal », *Raison présente*, n° 100, pp. 69-78 ; Françoise Picq, 1997, « Le MLF, exception française ou modèle ? », in Yolande Cohen et Françoise Thébaud, *Féminismes et identités nationales*, Bron, PPSH Rhône-Alpes, coll. « Les chemins de la recherche ».

² « Les femmes en France sont libres, comme les hommes, libres de circuler, libres de se marier, libres de se divorcer. Le droit à l'avortement, l'égalité entre les hommes et les femmes, ça fait partie aussi de notre identité. » Nicolas Sarkozy (2007).

dès la maternelle ; comme d'ailleurs l'y obligeaient les traités internationaux signés par la France.

Mais tout a changé avec le retour de la gauche au pouvoir et sa première réforme de société. Le projet de loi instaurant le « mariage pour tous », comme s'y était engagé François Hollande, a fait descendre dans la rue une autre « France », se revendiquant de la « Manif pour tous » et d'un modèle de famille en bleu et rose. Papa, Maman, le fils, la fille, ont envahi les rues, ont contesté le résultat de l'élection présidentielle et le droit du nouveau Parlement de voter cette loi. Le gouvernement a eu beau laisser du temps au débat parlementaire ; rien n'y a rien fait. Celui-ci s'est embourbé sans faire bouger les lignes, ni convaincre les manifestants en colère. Il est habituel que l'opposition proteste dans la rue, même si les manifestations appartiennent davantage au répertoire d'action de la gauche. Mais celles-ci ont été exceptionnelles tant par leur importance que par leur durée. Leur inventivité à détourner des mots d'ordre pour jouer un mai 1968 à l'envers a été remarquable. « Nous voulons du sexe, pas du genre » disaient-ils déjà, annonçant sans qu'on y prenne garde la mobilisation suivante. Derrière l'effroi d'une reconnaissance sociale de l'homosexualité émergeait la vision encore plus terrifiante de l'indifférenciation des sexes.

Cette phobie s'est cristallisée avec la pseudo « théorie du genre » fantasmée derrière les ABCD de l'égalité³. La rumeur a pris de l'ampleur, sans aucune limite. Des enfants de maternelle apprendraient l'art de la masturbation avec des *sex toys* en peluche ; des homosexuel-le-s seraient invité-e-s à faire du prosélytisme auprès des enfants des écoles... Parler d'égalité entre les sexes reviendrait à parler de sexualité à des enfants, les inciter à l'homosexualité et pire encore à changer de sexe⁴. Comme si la différence des sexes était si peu assurée qu'elle ne résisterait pas à la mise en question.

Les arguments sont tellement absurdes qu'on a d'abord envie d'en rire et de n'y attacher aucune importance. Mais les réactions des responsables politiques obligent à s'y affronter. La droite, courant après son électorat, ne craint pas de reprendre à son compte les fantasmes en tous genres et rejette sur le gouvernement, pour mieux les dénoncer, les décisions qu'elle-même avait prises⁵. C'est une attaque en règle qui est organisée contre l'École et la République. Des courriels, des SMS sont envoyés en masse aux parents, les appelant à retirer périodiquement leurs enfants de l'école. Cette initiative « Journée de Retrait de l'École » (JRE) a réussi à créer un climat de panique et à saper la confiance de certaines familles dans l'école. Affolées par la perspective de voir leurs enfants, accaparés par l'État, échapper à l'influence familiale et mettre en question leur identité sexuelle, certaines familles ont suivi le mot d'ordre de retrait de l'école. « Les enfants n'appartiennent pas à leurs parents », a argué Laurence Rossignol, une élue socialiste

³ En 2013, l'Éducation nationale teste dans 600 classes volontaires de 275 écoles, de la maternelle au CM2, des séquences pédagogiques sur les questions d'égalité entre hommes et femmes.
<<http://www.cndp.fr/A/BCD-de-l-egalite/accueil.html>>.

⁴ Samuel Laurent, « Mariage gay, PMA, "gender"... Dix liens pour tout comprendre », *Le Monde*, 26/2/2014.

⁵ Ce sont les ministres de l'Éducation nationale, Xavier Darcos et Luc Chatel, qui ont agréé la Ligne Azur en 2009, pour combattre l'homophobie dans les lycées et prévenir le suicide des jeunes (Amélie Mougey, « Théorie du genre : L'UMP sombre entre intox et démagogie », *Libération*, 6/2/2014).

secrétaire d'État à la Famille à ce jour, la rumeur lui a prêté la suite, « ils appartiennent à l'État », pour mieux fabriquer comme repoussoir un modèle totalitaire qui n'existe plus.

L'absence de vergogne du président de l'UMP n'a d'égale que la pusillanimité d'un gouvernement si peu sûr de la légitimité du combat pour l'égalité qu'il recule devant l'obstacle. Déjà, lors du débat sur le mariage pour tous, il avait repoussé la légalisation de la PMA (procréation médicalement assistée) pour les lesbiennes à une prochaine loi famille, puis à l'avis du Comité consultatif national d'éthique. Et voici que, devant l'ampleur d'une nouvelle manifestation, il retire cette loi famille, déjà réduite, de l'agenda parlementaire. Afin de calmer le jeu avant les élections municipales, il n'a pas craint d'encourager les manifestants de la réaction en leur donnant un sentiment de victoire !

Pour inquiétante que soit la situation actuelle dans ce qu'elle révèle de la société française, elle présente l'intérêt de mettre au jour ce qui est souvent masqué. Elle discerne une ligne de partage politique et idéologique, qui n'oppose pas les femmes et les hommes, mais bien des femmes de part et d'autre ; où la religion joue évidemment un rôle important, même si elle n'est pas la seule composante. On n'y trouve pas d'opposition entre deux religions, la traditionnelle – catholique – et la nouvelle – l'islam –, mais bien entre ces deux religions liées dans leurs tendances les plus rétrogrades et une société laïcisée qui valorise la liberté individuelle.

Les mouvements sociaux conservateurs semblent avoir gagné une bataille idéologique, en détournant un concept issu des sciences humaines et sociales et difficilement compréhensible par le grand public, pour imposer leur vision de la dite « théorie du genre ». Celle-ci serait : « une idéologie qui consiste à nier la réalité : l'altérité sexuelle de l'homme et de la femme ». Cette définition qui fédère les combattants de l'antiféminisme vient directement du Vatican. Dès 2004, le cardinal Ratzinger dénonçait « l'occultation de la différence ou de la dualité des sexes », ainsi que la mise en question de la famille, par nature composée d'un père et d'une mère, et la mise sur le même plan de l'homosexualité et de l'hétérosexualité⁶...

Cette perspective est tellement angoissante que ceux et celles qui la partagent ne sont plus accessibles à une argumentation rationnelle. Des spécialistes des études de genre signent des mises au point⁷ qui sans doute ne pourront atteindre ceux et celles dont tous les repères s'effondreraient avec la mise en question de la complémentarité entre l'homme et la femme. Dans le sillage du « mariage pour tous », tout projet concernant la famille est vécu comme une mise en danger de l'enfant, comme un démantèlement de la structure familiale, comme une menace pour « la civilisation »

Je ne peux qu'être frappée, en tant que féministe, par le fait que ce sont des femmes qui mènent cette offensive obscuran-

⁶ Mgr Ratzinger, « Lettre aux évêques sur la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Église et dans le monde ».

⁷ Parmi lesquelles ARGEF (Association de recherche sur le genre en éducation et en formation), « Qui a peur de l'égalité entre les sexes ? » et Christine Bard, « La peur rancie de l'indifférenciation », *Le Monde* 07/02/2014.

⁸ Farida Belgoul a participé, dans les années 1980, à la deuxième marche pour l'égalité, dite « marche des Beurs ». Elle est aujourd'hui proche de l'essayiste Alain Soral et de son association « Égalité et réconciliation » dont elle a pu rapprocher une partie des musulmans très conservateurs ; voir Caroline Fourest, « La "théorie du genre" à l'école : vers un front uni entre musulmans conservateurs et extrême droite ? » *Le Huffington post*, 8/2/2014.

⁹ Chalha Chafiq, « Ce que révèle l'alliance de certains musulmans avec la droite réactionnaire », *Le Monde*, 6/2/2014.

¹⁰ Thibaud Collin, « Un combat idéologique. Être ou devenir », *Le Monde*, 7/2/2014.

tiste. Des femmes magnifiées sans doute par la médiatisation, mais qui ne semblent guère être manipulées ou sous influence. Elles sont en compétition les unes avec les autres pour la direction du mouvement, Frigide Barjot, Brigitte Bourges (porte-parole du Printemps français), Ludivine de la Rochère, présidente de la « Manif pour tous », et Farida Belgoul, jadis marcheuse pour l'égalité, aujourd'hui ralliée à l'extrême droite et à l'initiative de la « journée de retrait de l'école »⁸. À côté d'elles, l'éternelle Christine Boutin apparaît comme modérée. Elles s'engagent avec une passion toute religieuse dans un combat qui leur semble vital, contre l'égalité. Il est clair qu'il n'y a pas d'homogénéité dans le groupe des femmes et aucun sentiment d'avoir à défendre des intérêts communs.

Tout aussi remarquable est le rapprochement qui s'opère ici entre des personnes ou groupes se revendiquant de l'Islam, des catholiques – intégristes ou non – et une partie de l'extrême droite⁹. Cela peut étonner dans la mesure où l'extrême droite xénophobe a coutume de considérer les musulmans comme un danger pour l'identité nationale. Mais ceux-ci partagent la même conception traditionaliste concernant la place des femmes et les relations entre les sexes. C'est la même alliance historique entre les religions qui s'exprime lors des Conférences internationales où, à l'initiative du Vatican, des États catholiques et musulmans s'unissent pour s'opposer aux droits sexuels des femmes ou pour préférer la complémentarité à l'égalité entre les femmes et les hommes.

On voit bien aujourd'hui que l'opposition n'est pas entre une république féministe et des populations rétrogrades, mais elle recouvre un clivage fondamental entre deux conceptions anthropologiques. Il est vrai que les études de genre menacent le socle idéologique des religions monothéistes, la vision traditionnelle d'un ordre immuable, de la Création à aujourd'hui, où les rôles complémentaires des femmes et des hommes résulteraient d'une différence de nature, conforme à un ordre divin, auquel chacun devrait se soumettre. Elles postulent l'historicité de la différence des sexes et la sécularisation d'une société où l'être humain revendique sa liberté individuelle¹⁰.

Si la situation actuelle a l'avantage d'éclairer les enjeux du débat, elle a aussi ses inconvénients. La radicalité de l'opposition cimenterait des camps au sein desquels les nuances deviennent difficiles à exprimer.

Face à l'opposition au « mariage pour tous » et à l'homophobie qui s'y est exprimée, nous avons été nombreuses acculées à défendre une institution que nous n'avons cessé de contester. L'aspiration des homosexuels à entrer dans ce qui est, sinon une aliénation du moins un conformisme, reste pour moi un mystère. Mais il n'est plus possible d'émettre des réserves, comme si, en s'ouvrant aux couples de même sexe, l'institution changeait de nature. Quand finalement le mariage n'ouvre pas le droit à l'adoption ni à la procréation médicalement

assistée (PMA) pour les lesbiennes, cela peut tout de même apparaître comme une drôle de victoire

Devant l'ampleur de la polémique sur « le genre » il devient presque impossible de ne pas revendiquer cette appellation, alors que je reste convaincue – avec beaucoup d'autres – de son inadéquation. Cette terminologie s'est imposée dans le monde académique en raison de l'influence de l'Europe sur les politiques nationales d'égalité et de recherche et pour échapper au soupçon de positionnement militant qui pesait sur les études féministes. Mais, le plus souvent, elle prête à confusion, renvoie à des définitions imprécises sinon contradictoires. Le genre est un pseudo-concept, derrière lequel chacun-e met un sens différent. Pour le Conseil de l'Europe, « le terme genre désigne les rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construits, qu'une société donnée considère comme appropriés pour les femmes et les hommes ». Pour beaucoup de chercheuses, il désigne un rapport social. Pour certaines « le genre précède le sexe », pour d'autres le sexe, comme le genre, est un construit social et, l'un comme l'autre, n'est que performativité. Si ce terme permet difficilement de communiquer entre chercheuses, il devient tout à fait inadéquat dès qu'il sort du milieu de la recherche, comme on l'a vu. Que le gouvernement et le ministère de l'Éducation nationale choisissent de faire disparaître, autant que faire se peut, le mot « genre » est une reculade regrettable, mais peut-être y gagnera-t-on en clarté. Si Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, pense que « la théorie du genre » postule « qu'il n'y a pas de différences physiologiques, biologiques » entre les sexes, il vaut mieux, effectivement, qu'il n'emploie pas ce terme. La langue française est riche de nuances qui ont souvent été oubliées derrière ce mot parapluie, sans utilité réelle. On peut parler de rôles de sexe, de stéréotypes de sexe, de rapports sociaux de sexe, de différence de sexes, n'est-on pas aussi précis qu'il est nécessaire ? On peut distinguer entre identité sexuelle ou sexuée, éduquer à l'égalité entre filles et garçons. N'est-ce pas moins sujet à confusion que de parler d'égalité de genre ? Certains parlent même d'égalité entre les genres.

Bien entendu l'abandon du terme ne réglerait rien ; au-delà des fantasmes sur le genre c'est l'égalité entre les femmes et les hommes que refusent les « anti-genre », la possibilité de penser les unes indépendamment des autres. Les mobilisations contre le « mariage pour tous », contre « la théorie du genre » et les ABCD de l'égalité ont permis le réveil d'une France traditionaliste qui a réinvesti les réseaux de l'Église catholique et veut peser politiquement. La « manif pour tous » fait signer une Charte aux candidats aux élections municipales pour s'assurer de la défense de ses « valeurs ». N'avons-nous pas, en tant que féministes, à nous mobiliser symétriquement pour défendre les nôtres ?

La ligne de partage autour du féminisme n'est d'ailleurs pas une particularité française. On voit en Espagne une droite revenue au pouvoir qui entend remettre en cause les acquis. Plus qu'au mariage entre personnes de même sexe, elle s'attaque au droit des femmes à disposer de leur corps. La société espagnole apparaît divisée comme aux temps de la guerre civile, et les femmes en sont un enjeu.

La solidarité à l'égard des Espagnoles et l'inquiétude pour les droits de toutes les femmes ont jeté dans la rue des féministes dans plusieurs pays d'Europe le 1er février 2014. Elles étaient certes moins nombreuses que la « manif pour tous » du lendemain, mais leur détermination à défendre les acquis de quarante ans de féminisme n'était pas moindre.

Le Parlement européen vient de faire la preuve, à deux reprises, d'une droitisation dont les femmes font les frais. Il a rejeté le rapport Estrela sur la santé génésique. Puis c'est le rapport Zuber¹¹ qui n'a pas été voté, en raison de l'hostilité de la droite mais aussi de l'abstention de certains eurodéputés Verts. Il devient urgent que les féministes se mobilisent pour freiner le retour en arrière et redonner à l'Europe la dynamique égalitaire qui a été la sienne. Face à la réaction, il importe de construire, à travers l'Europe, un « espace de la cause des femmes¹² », au sein duquel les controverses puissent s'exprimer et être débattues avec le sentiment que le débat doit conforter et non diviser cet espace commun. Les récentes élections européennes ont pu être l'occasion de préciser et de défendre un modèle de société féministe, en France et en Europe.

¹¹ À l'occasion du 8 mars, l'eurodéputée portugaise, Inès Christina Zuber, a présenté un rapport faisant le bilan de l'égalité dans l'Union Européenne. Elle insistait sur le fait que les femmes subissent plus particulièrement les effets de la crise.

¹² Laure Béréni, 2009, « Quand la mise à l'agenda ravive les mobilisations féministes. L'espace de la cause des femmes et la parité politique (1997-2000) », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 2, pp. 301-323.